

Sujet: Les sénateurs PS vent debout contre le non-cumul des mandats prôné par Aubry - Papier d'angle, Prev

De: EL Guerrab <m.elguerrab@soc.senat.fr>

Date: Wed, 05 May 2010 10:04:50 +0200

Pour :: destinataires inconnus::

Les sénateurs PS vent debout contre le non-cumul des mandats prôné par Aubry - Papier d'angle, Prev

Par Suzette BLOCH

PARIS, 4 mai 2010 (AFP) - Les sénateurs socialistes sont vent debout contre le non-cumul des mandats, érigé par Martine Aubry en pilier de la rénovation du PS, estimant qu'il risque de les priver de toute chance de faire basculer le Sénat à gauche en 2011.

Le président du groupe Jean-Pierre Bel doit rencontrer la semaine prochaine la première secrétaire du PS pour lui faire part de ses arguments. Martine Aubry viendra également devant le groupe le 25 mai.

"En 2008, on a gagné des sièges parce qu'il y avait des locomotives; ainsi, en Côte-d'Or où François Patriat, président du conseil régional, et François Rebsamen, maire de Dijon, ont été élus", a déclaré M. Bel à l'AFP.

"Nous appliquer le non-cumul" sans que la droite en fasse autant, "ce serait un désarmement unilatéral face à la droite", a-t-il estimé, "cela pourrait nous coûter une dizaine de sièges et donc la victoire en 2011".

La gauche est bien placée pour les sénatoriales de 2011, grâce à ses gains aux élections locales. Les conseillers municipaux représentent 95% du collège des grands électeurs qui élit les sénateurs.

"Je suis favorable au non-cumul mais à condition qu'il soit appliqué après les élections législatives et présidentielle", a-t-il insisté. "Le groupe est unanime pour que le non-cumul des mandats soit appliqué par une loi cadre de la République, on ne peut pas avoir un comportement communautaire", a-t-il lancé. Selon lui, "la vraie rénovation, c'est celle qui permettra un jour de rénover la vie politique et publique française" "En 1981 et en 1997, Mitterrand et Jospin n'ont pas pu aller au bout des réformes de société parce qu'ils avaient l'obstacle du Sénat", a-t-il assuré.

"Pour obtenir le droit de vote pour les étrangers, par exemple, il faudra gagner le Sénat", renchérit François Rebsamen.

"Plus il y aura d'élus locaux importants qui siègeront, plus la Haute chambre sera reconnue", ajoute-t-il.

Sur 115 sénateurs membres du parti ou rattachés PS, 16 sont présidents de conseil général, 20 conseillers généraux, 4 présidents de conseil régional, 16 conseillers régionaux et 31 maires.

Les militants PS ont voté massivement en octobre 2009 pour un non-cumul applicable "dès les prochains renouvellements" (cantonales et sénatoriales en 2011, législatives 2012), avec incompatibilité entre un mandat de parlementaire et une présidence d'exécutif local (communes, intercommunalité, conseil général et régional) ou la participation à un exécutif (vice-président, maire-adjoint).

"Les mandats sont des tremplins pour gagner, je ne serais pas sénateur si je n'étais pas maire d'Audincourt", assure Martial Bourquin (Doubs).

C'est "rocambolesque de faire en sorte qu'au moment où nous allons gagner peut-être le Sénat, on ne se donne pas les meilleures conditions pour le faire" tonne le sénateur-maire de Lyon, Gérard Collomb.

"Je suis pour un mandat unique, s'il s'agit d'une loi applicable à tous, droite et gauche", assène le sénateur et président du conseil général des Bouches-du-Rhône Jean-Noël Guerini.

Même Jean-Pierre Sueur (Loiret), proche de Martine Aubry, fait part de son embarras. "Il faut aller vers la réduction du cumul. Tout le monde est d'accord sur le principe, toute la question, c'est le calendrier. Le débat est ouvert, prenons le temps d'en discuter pour qu'on arrive dans les meilleures conditions possibles à cette réduction. L'idéal serait qu'il y ait une loi, mais c'est au Parti socialiste de trancher", déclare-t-il à l'AFP.

Un nouveau vote des militants PS est prévue le 24 juin et une convention nationale du parti sur la rénovation tranchera le 3 juillet.

szb/mad/phc